



MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**N° GHT TRV 2025-178
ACCORD CADRE TRAVAUX D'ENTRETIEN, MAINTENANCE, RENOVATION ET
RESTRUCTURATION DES BATIMENTS DU GHT LOIRE.
Relance lots infructueux TRV_2025-064**

La présente consultation est passée selon la procédure d'Appel d'Offres ouvert issue des articles
L 2124-2, R 2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

Contenu

ARTICLE 1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	6
ARTICLE 2.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 3.	DIVISION EN LOTS.....	8
ARTICLE 4.	FORME DE L'ACCORD CADRE	9
ARTICLE 5.	DUREE DE L'ACCORD CADRE ET RECONDUCTION.....	10
	5.1 - DUREE	10
	5.2 - RECONDUCTION	10
ARTICLE 6.	PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE.....	10
	6.1 PIECES CONSTITUTIVES	10
	6.2 NOTIFICATION	10
	6.3 NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE	11
ARTICLE 7.	SOUS-TRAITANCE	11
	7.1 DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS.....	11
	7.2 MODALITES DE PAIEMENT DIRECT	11
ARTICLE 8.	OBLIGATIONS GENERALES DES TITULAIRES	11
	8.1 CHANGEMENTS AFFECTANT LES TITULAIRES	11
	8.3 ASSURANCE	12
	8.4 RESPECT DE LA PROTECTION DES DONNEES : RGPD.....	12
	8.5 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	13
	8.6 SECURITE	13
ARTICLE 9.	CLAUDE DE NON EXCLUSIVITE DE L'ACCORD CADRE	14
	9.1 - TRAVAUX REALISES PAR LES AGENTS TECHNIQUES DES ETABLISSEMENTS	14
	9.2 - CONSULTATIONS SPECIFIQUES EN DEHORS DE L'ACCORD CADRE	14
	9.3 CAS DE NON CONSULTATION DE TOUT OU PARTIE DES TITULAIRES DE L'ACCORD CADRE.....	14
ARTICLE 10.	CONTENU ET CARACTERE DES PRIX	15
	10.1 CONTENU DES PRIX.....	15
	10.2 DATE D'ETABLISSEMENT DES PRIX	15
	10.4 FORME DES PRIX	15
	10.5 REVISION.....	15
	10.6 APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET AUTRES TAXES REGLEMENTAIRES	16

10.7 AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE	16
10.7.1 Avances	16
10.7.2 Retenue de garantie	17
ARTICLE 11. MODALITES DE REGLEMENT	17
11.1 ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE	17
11.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	17
11.3 DELAI DE PAIEMENT	18
ARTICLE 12. TITULAIRE ETRANGER	18
ARTICLE 13. INTERVENANTS.....	19
13.1 MAITRISE D'OUVRAGE	19
13.2 MAITRISE D'ŒUVRE.....	19
13.3 CONTROLE TECHNIQUE	19
13.4 COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	19
13.5 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION	19
13.6 COORDINATION DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (C.S.S.I.)	19
ARTICLE 14. MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE	19
14.1 CONDITION D'ATTRIBUTION	19
14.2 MODALITES D'ATTRIBUTION.....	20
14.3 FORMALISATION DES COMMANDES	20
14.4 DELAIS	21
14.5 ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE.....	21
ARTICLE 15. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	21
15.1 CONDITION D'ATTRIBUTION	21
15.2 TYPES DE MARCHES SUBSEQUENTS	21
15.3 MODALITES D'ATTRIBUTION.....	21
15.4 DOCUMENTS DE REMISE EN CONCURRENCE	22
15.5 VISITE DES LIEUX	23
15.6 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	23
15.7 DELAIS DE CONSULTATION	23
15.8 CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES	23

15.9 CONTENU DES OFFRES	24
15.10 OBLIGATION DE REPONSE	24
15.11 VARIANTES	24
15.12 DUREE DE VALIDITE DES OFFRES	24
15.13 NEGOCIATIONS	24
15.14 MISE AU POINT	24
15.15 INFORMATION DES TITULAIRES NON RETENUS	25
15.16 NOTIFICATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	25
15.17 DECLARATION SANS SUITE DES MARCHES SUBSEQUENTS	25
15.18 DELAIS D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	25
15.19 PIECES CONSTITUTIVES DE MARCHES SUBSEQUENTS	25
15.20 PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS	26
LES PRIX SONT FORFAITAIRES DEFINITIFS.	26
ARTICLE 16. PRESTATIONS NON-REFERENCEES AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES	27
ARTICLE 17. CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS	27
ARTICLE 18. IMPLANTATION DES OUVRAGES	27
ARTICLE 19. PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	27
19.1 PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	27
19.2 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	27
19.3 MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	28
ARTICLE 20. INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	29
20.1 - INSTALLATION DE CHANTIER	29
20.2 - SIGNALISATION DE CHANTIER	29
ARTICLE 21. DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	29
21.1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	29
21.2 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	29
ARTICLE 22. DEVELOPPEMENT DURABLE	29
ARTICLE 23. PRESTATIONS SIMILAIRES	30
ARTICLE 24. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	30
ARTICLE 25. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	30
ARTICLE 26. RECEPTION DES TRAVAUX	30

26.1 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION	30
ARTICLE 27. DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION.....	31
ARTICLE 28. RESPONSABILITE.....	31
ARTICLE 29. GARANTIE DES PRESTATIONS	31
ARTICLE 30. PENALITES ET SANCTIONS	31
30.1 DEFINITION DU DELAI CONTRACTUEL.....	31
30.2 EXIGIBILITE DES PENALITES DE RETARD	32
30.3 CALCUL DES PENALITES DE RETARD D'EXECUTION	32
30.5 PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	32
30.6 AUTRES PENALITES	32
30.7 CUMUL	34
30.8 EVICTION TEMPORAIRE D'UN TITULAIRE	34
ARTICLE 31. RESILIATION	35
31.1 MOTIFS DE RESILIATION	35
31.2 RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE.....	35
31.3 RESILIATION POUR INEXECUTION NON FAUTIVE.....	35
31.4 RESILIATION POUR MOTIFS D'INTERET GENERAL.....	35
31.5 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	35
31.6 INDEMNITE DE RESILIATION	36
ARTICLE 32. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	36
ARTICLE 33. EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE	36
ARTICLE 34. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	36
ARTICLE 35. INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX	37

Chapitre I – Généralités

Article 1. Pouvoir adjudicateur

Pouvoir adjudicateur : CHU SAINT ETIENNE-Etablissement support du GHT LOIRE

Type de pouvoir adjudicateur : Etablissement public de santé

Siret : 264 200 304 00808

Adresse : Direction des Achats et du Patrimoine
Hôpital Bellevue - Pavillon 1 - 1er étage
42055 Saint-Etienne Cedex 2

Adresse du profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Etablissements participant au marché :

Le GHT Loire est composé de 14 Etablissements de santé repartis géographiquement sur le département de la Loire, l'Ouest du département du Rhône et le Nord du département de l'Ardèche. Afin de répondre au mieux aux objectifs et enjeux du présent marché, il est prévu une décomposition en 6 zones géographiques distinctes :

ZONE A : Bassin Stéphanois,

- **Centre Hospitalier Universitaire de Saint-Etienne**

ZONE B : Bassin Gier,

- **Hôpital du Gier**
Saint-Chamond
Rive de Gier

ZONE C : Bassin Ondaine,

- **Hôpital le Corbusier**
Firminy
- **Centre Hospitalier Georges Claudinon**
Le Chambon-Feugerolles

ZONE D : Bassin Forez et Monts du Lyonnais,

- **Centre Hospitalier du Forez**
Montbrison
Feurs
- **Centre hospitalier Saint-Bonnet-le-Château**
- **Hôpital Maurice André**
Saint-Galmier

- **Centre Hospitalier des Monts du Lyonnais**
Chazelles-sur-Lyon
Saint-Symphorien-sur-Coise
Saint-Laurent-de-Chamousset
Haute-Rivoire

ZONE E : Bassin Roannais,

- **Centre Hospitalier de Roanne**
- **Hôpital de Charlieu**
- **Centre Hospitalier de Saint-Just-la-Pendue**

ZONE F : Bassin Ardéchois,

- **Centre Hospitalier Ardèche Nord**
Annonay
- **Centre Hospitalier de Serrières**
- **Hôpital de Saint Félicien**

Renseignements administratifs :

Laurence VETARD
Responsable service des marchés
Tél : 04/77/12/79/15
Fax : 04/77/12/73/15

laurence.vetard@chu-st-etienne.fr

Fabienne FAURE
Juriste

Tél : 04/77/12/79/06
Fax : 04/77/12/73/15

ght.marchesjuristes@chu-st-etienne.fr

Grégory PONTVIANNE
Juriste

Tél : 04/77/12/79/62
Fax : 04/77/12/73/15

gregory.pontvianne@chu-st-etienne.fr

Renseignements techniques :

JUST Frédéric
Tél : 04-77-12-72-69

frederic.just@chu-st-etienne.fr

Article 2. Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) définissent les modalités d'exécution d'un accord cadre qui a pour objet la relance des lots infructueux de la

procédure TRV 2025-064 concernant la réalisation de travaux d'entretien, maintenance, rénovation et restructuration des bâtiments du GHT LOIRE.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et le bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque lot.

Lieux d'exécution :

Le présent marché accord cadre porte sur l'ensemble des bâtiments situés sur les différents sites et propriétés des établissements membres du Groupement Hospitalier de Territoire Loire (GHT Loire).

L'adresse des lieux d'exécution des prestations figurent dans le document intitulé « **Liste des Etablissements du GHT Loire** » placé en Annexe 1 du présent CCAP.

Article 3. Division en lots

Prestation divisée en lot : oui ☒ non ☐

Le présent accord-cadre est décomposé en 10 lots établis par corps d'état et regroupés par zones géographiques comme indiqué dans le tableau ci-après :

N° de lot	Libellé	Zone Géographique
2E	TERRASSEMENTS – RESEAUX - CHAUSSEES	E
3D	MACONNERIE	D
3E	MACONNERIE	E
6A	SERRURERIE METALLERIE	A
6B	SERRURERIE METALLERIE	B
6C	SERRURERIE METALLERIE	C
6D	SERRURERIE METALLERIE	D
6E	SERRURERIE METALLERIE	E
6F	SERRURERIE METALLERIE	F
7F	MENUISERIES EXTERIEURES	F
8A	VOLETS ROULANTS OCCULTATIONS	A
8B	VOLETS ROULANTS OCCULTATIONS	B
8C	VOLETS ROULANTS OCCULTATIONS	C
8D	VOLETS ROULANTS OCCULTATIONS	D
8E	VOLETS ROULANTS OCCULTATIONS	E

8F	VOLETS ROULANTS OCCULTATIONS	F
9D	MENUISERIES INTERIEURES	D
9F	MENUISERIES INTERIEURES	F
10E	PLATRERIE PEINTURE - PLAFONDS SUSPENDUS	E
13D	PLOMBERIE SANITAIRES	D
13E	PLOMBERIE SANITAIRES	E
13F	PLOMBERIE SANITAIRES	F
15D	CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION DESENFUMAGE	D
16B	ELECTRICITE	B

L'attribution sera faite lot par lot. Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un marché public passé sous la forme d'un accord-cadre.

Article 4. Forme de l'accord cadre

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre multi-attributaire conclu avec un nombre maximum de 3 opérateurs économiques sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes pour tous les lots sauf pour le lot 8 qui est mono attributaire.

Tous les lots donnent lieu à la conclusion d'un marché passé sous la forme d'un accord-cadre mixte exécuté en partie par l'émission de bons de commande et en partie par la conclusion de marchés subséquents en application des articles R 2162-2 et R 2162-3 du Code de la Commande Publique à l'exclusion du lot 8 qui sera exécuté au moyen de bons de commande.

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches optionnelles.

En application de l'article R2162-4 du code de la commande publique, l' accord cadre est conclu avec un maximum sur la durée totale du marché :

- Lot 2 : 1 700 000€
- Lot 3 : 4 700 000€
- Lot 6 : 3 120 000€
- Lot 7 : 3 260 000€
- Lot 8 : 3 900 000€
- Lot 9 : 8 260 000€
- Lot 10 : 9 550 000€
- Lot 13 : 7 650 000€
- Lot 15 : 10 400 000€
- Lot 16 : 28 980 000€

Article 5. Durée de l'accord cadre et reconduction

5.1 - Durée

Le marché est conclu pour une période initiale allant du 01/01/2026 au 31/12/2026.

5.2 - Reconduction

Ce marché pourra éventuellement être reconduit de manière TACITE pour une durée de 12 mois à compter de sa date d'anniversaire. Le marché ne pourra être reconduit au-delà de 3 fois.

La durée maximale totale du marché public n'excèdera pas 48 mois (période(s) de reconduction éventuelle comprise(s)). Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Dans le cas de décision de ne pas reconduire le marché, le pouvoir adjudicateur prendra une décision de non reconduction par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 6 mois avant la fin de la durée de validité des marchés publics.

Le titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

Article 6. Pièces contractuelles de l'accord-cadre

6.1 Pièces constitutives

L'accord-cadre est régi par les documents contractuels suivants :

- 1- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière (BPU)
- 2- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes ;
- 3- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes ;
- 4- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 MARS 2021 ;
- 5- Le cahier des clauses spéciales (CCS) des documents techniques unifiés (normes NF DTU)
- 6- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants
- 7- Le mémoire technique justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution de l'accord cadre
- 8- - Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

6.2 Notification

Le pouvoir adjudicateur fera parvenir une copie du marché par voie dématérialisée. La notification transforme l'accord cadre en marché et le candidat en titulaire.

La date de notification du marché est celle figurant sur l'accusé de réception.

6.3 Nantissement et cession de créance

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au pouvoir adjudicateur, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'acte d'engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemplaire unique. Il est à noter que le pouvoir adjudicateur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Dans le cadre des marchés d'accord cadre donnant lieu à l'émission de bon de commande, le titulaire précisera s'il souhaite obtenir :

- Un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique du marché. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès du pouvoir adjudicateur ;
- Un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique de chaque bon de commande. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès du pouvoir adjudicateur.

Article 7. Sous-traitance

7.1 Désignation de sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. La présentation du dossier de sous-traitance se fait conformément aux articles 3.6 du CCAG-Travaux et R2393-24 et suivants du code la commande publique.

7.2 Modalités de paiement direct

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de sa demande d'acceptation, d'établir que le nantissement éventuel résultant du marché public ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire précise, sur le projet de décompte, la somme à régler par l'établissement donneur d'ordre à chaque sous-traitant concerné.

Article 8. Obligations générales des titulaires

8.1 Changements affectant les titulaires

Les titulaires s'engagent à informer les établissements parties de tout changement survenant au cours des marchés affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;

- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire.

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

8.2 Protection de la main-d'œuvre

Les titulaires se doivent de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Ils sont responsables du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

8.3 Assurance

Conformément aux dispositions de l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

8.4 Respect de la protection des données : RGPD

Les informations collectées par le CHU de Saint-Etienne directement auprès de vous font l'objet d'un traitement ayant pour finalité la gestion de la prestation fournie dans le cadre du présent marché. Ces informations sont traitées sur la base de l'exécution du contrat. Elles sont à destination exclusive des personnes habilitées et seront conservées jusqu'à 5 ans à compter de la fin de l'exécution du contrat. Le CHU de Saint-Etienne ne traite que les données strictement nécessaires à l'accomplissement de la finalité susvisée.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité dans les limites de la réglementation. Vous pouvez également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel après votre décès.

Pour exercer vos droits, vous pouvez vous adresser au Délégué à la Protection des Données par mail à rgpd-dpd@chu-st-etienne.fr ou par voie postale à la Direction du Système d'Information 8, rue Bossuet, 42055 Saint-Etienne Cedex 2. Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

8.5 Discretion et confidentialité

Les titulaires sont tenus au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels ils auraient accès dans le cadre d'exécution des marchés et en particulier pour toutes les données à caractère personnel auquel ils auraient accès pendant toute la durée de la prestation.

Les titulaires s'engagent à faire respecter ces dispositions par leur personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié les établissements parties.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du groupement de commande, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit des établissements parties. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements parties, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des établissements parties ou d'un tiers.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le(s) marché(s) pourra (pourront) être résilié(s) pour faute du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Les établissements parties s'engagent à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues des titulaires.

8.6 Sécurité

Les établissements parties définissent, selon les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 (articles R4511-1 à R4515-1 du code du travail), une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans ses établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions du présent CCAP.

Les établissements parties pourront s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché.

Les établissements parties se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Article 9. Clause de non exclusivité de l'accord cadre

9.1 - Travaux réalisés par les agents techniques des établissements

Certains travaux courants, notamment les travaux urgents, pourront toujours être réalisés directement par les agents techniques des établissements du GHT sans que cela ne puisse jamais caractériser une atteinte au droit d'exclusivité accordé aux titulaires.

9.2 - Consultations spécifiques en dehors de l'accord cadre

Le GHT Loire se réserve la possibilité d'organiser une consultation spécifique en dehors du présent accord-cadre dans les cas suivants :

- 1er cas : Lorsque les offres remises par les Titulaires à l'occasion de la consultation organisée pour l'attribution d'un marché subséquent sont toutes inappropriées, irrégulières, inacceptables ou contraires aux engagements des titulaires définis aux articles 8 et 9 du présent CCAP ;
- 2ème cas : Lorsqu'à la suite de la résiliation d'un marché subséquent pour faute de son titulaire, une remise en concurrence des seuls titulaires de l'accord-cadre non défaillants pour la conclusion d'un marché de substitution ne permettrait pas une mise en concurrence suffisante.
- 3^{ème} cas : lorsque le montant HT de l'opération de travaux est supérieur ou égal à 500 000€.
- 4ème cas : Pour la réalisation de travaux rentrant dans le cadre de marchés de conception-réalisation
- 5ème cas : Pour la réalisation de travaux issus des missions d'une maîtrise d'œuvre externe.

9.3 Cas de non consultation de tout ou partie des titulaires de l'accord cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de conclure un marché subséquent sans consulter tout ou partie des titulaires du présent accord-cadre dans le cas suivant :

- Lorsqu'un ou plusieurs titulaires de l'accord-cadre est en situation d'éviction temporaire à la suite d'une décision de sanction prise par le pouvoir adjudicateur dans les cas fixés à au présent CCAP ;

Dans ce cas, l'attribution du marché subséquent intervient à la suite de la remise en concurrence des titulaires qui ne sont pas en situation d'exclusion temporaire.

Chapitre II – Prix et règlements de l'accord-cadre

Article 10. Contenu et caractère des prix

10.1 Contenu des prix

Les prix comprennent toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, les dépenses communes ou individuelles de chantier, tous ouvrages et raccordements provisoires, les impôts et taxes. Ils tiennent compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, en l'espèce dans un ensemble hospitalier en activité.

10.2 Date d'établissement des prix

Les prix de l'accord-cadre figurant au bordereau de prix unitaire sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de OCTOBRE 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

10.3 Type de prix

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires sur la base du bordereau des prix unitaires et des quantités réellement exécutées et à prix forfaitaires pour les prestations non prévues au BPU.

Les prix définis dans les bordereaux de prix unitaires sont des prix de référence (prix plafonds), le titulaire aura la faculté le cas échéant de proposer des rabais sur les prix indiqués au bordereau dans le cadre des remises en concurrence organisées pour la passation de marchés subséquents.

Les prix des marchés subséquents sont précisés le cas échéant lors de la passation des marchés subséquents après définition complète, par le pouvoir adjudicateur, des caractéristiques des prestations à réaliser.

10.4 Forme des prix

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution et seront révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord cadre.

La révision des prix du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) est effectuée par le pouvoir adjudicateur à la date anniversaire de l'accord cadre.

A compter de la notification du BPU révisé par le pouvoir adjudicateur, les offres présentées par les titulaires dans le cadre des marchés subséquents devront être établies sur la base des prix révisés du BPU.

10.5 Révision

Les prix de l'accord-cadre sont révisables à la hausse comme à la baisse par application d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 0,15 + 0,85 (Im (n-6) / Io)$$

Dans laquelle :

- **Cn** : coefficient de révision
- **Im** : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage
- **Io** : valeur de l'index de référence au mois zéro

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix interviendra sur le premier acompte suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE., sont les suivants :

- Lot 02 = TP01
- Lot 03 = BT03
- Lot 06 = BT42
- Lot 07 = BT18A
- Lot 08 = BT27
- Lot 09 = BT18A
- Lot 10 = BT46
- Lot 13 = BT38
- Lot 15 = BT41
- Lot 16 = BT47

10.6 Application de la taxe sur la valeur ajoutée et autres taxes réglementaires

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Les taxes réglementaires, autres que la TVA, doivent être intégrées au prix unitaire HT du candidat. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du marché. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

10.7 Avances et retenue de garantie

10.7.1 Avances

Une avance est accordée pour chaque marché subséquent d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

L'attributaire peut refuser le versement de cette avance en le mentionnant à l'acte d'engagement du marché subséquent.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial du marché subséquent, toutes taxes comprises. Cette avance n'est calculée que sur la base du montant du marché subséquent qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement à l'attributaire à titre d'acompte ou de solde selon les modalités fixées par chaque établissement dans le marché subséquent.

10.7.2 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est appliquée aux bons de commande.

Tous les marchés subséquents du présents accord cadre, comportent, à la charge de l'attributaire, une retenue de garantie de 5% appliquée sur le montant HT de chacun des versements autres qu'une avance.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré de l'attributaire par une garantie à première demande. Les cautions personnelles et solidaires ne seront pas acceptées.

La retenue de garantie est remboursée à l'attributaire un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement prévu au CCAG Travaux.




Dans le cas où des réserves seraient formulées lors de la réception des travaux ou pendant le délai de garantie de parfait achèvement, le délai de garantie de parfait achèvement est prolongé et la retenue de garantie maintenue dans son intégralité jusqu'à l'exécution complète et parfaite, par l'attributaire, des travaux à reprendre.

Article 11. Modalités de règlement

11.1 Acompte, règlement définitif et solde

Les prestations réalisées par bons de commandes et par marchés subséquents dont le délai d'exécution est supérieur à 1 mois et qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché, ouvrent droit au paiement d'acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.
Les acomptes sont plafonnés à :

-  95% au stade de la livraison
-  97.5% à la levée de la dernière réserve hors DOE
-  100% à la validation des DOE

11.2 Présentation des demandes de paiement



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ; - Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par les établissements partis.

Les factures seront déposées auprès de l'établissement ayant passé la commande

11.3 Délai de paiement

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à l'exécution des prestations, de la date d'admission de la fourniture, conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, en cas de retard de paiement, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter aux intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux directeur de la Banque centrale européenne en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir augmenter de 8 points.

Article 12. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si les titulaires sont établis dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, ils factureront ses prestations hors TVA et auront droit à ce que l'administration leur communique un numéro d'identification fiscal.

Chapitre III – Exécution

Article 13. Intervenants

13.1 Maîtrise d'ouvrage

Chaque Etablissement membre est tenu d'assurer la Maîtrise de l'Ouvrage pour l'exécution des prestations qui le concerne.

13.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même. Le cas échéant, ce dernier précisera l'identité du maître d'œuvre ainsi que le détail des missions qui lui auront été confiées.

13.3 Contrôle technique

En fonction de la nature des travaux concernés, le maître de l'ouvrage pourra être assisté d'un contrôleur technique dont les coordonnées seront communiquées au titulaire avant l'exécution des travaux.

13.4 Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée si besoin, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Le coordonnateur sera désigné ultérieurement pour cette mission de catégorie 1, 2 ou 3, en fonction des chantiers concernés.

13.5 Ordonnancement, Pilotage et Coordination

Le titulaire de la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination sera éventuellement précisés dans chaque marché subséquent.

13.6 Coordination des systèmes de sécurité incendie (C.S.S.I.)

En fonction de la nature des travaux concernés, le maître de l'ouvrage pourra être assisté d'un. Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie dont les coordonnées seront communiquées au titulaire avant l'exécution des travaux.

Article 14. Modalités de passation des bons de commande

14.1 Condition d'attribution

La partie de l'accord cadre exécutée par l'émission de bons de commande est conditionné à la réalisation des prestations dont le montant total hors taxes estimé pour chaque lot est inférieur ou égal aux seuils suivants :

- 20 000 € HT pour les lots 02/03/06/07/09/10/13.

- 30 000 € HT pour les lots 15 et 16.

Chaque établissement est libre de réaliser la passation d'un marché subséquent en deçà des seuils mentionnés ci-dessus, s'il juge qu'une mise en concurrence est nécessaire et que l'émission un bon de commande n'est pas adapté.

Pour le lot 8, l'émission de bon de commande n'est soumise à aucun seuil.

14.2 Modalités d'attribution

L'attribution des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence des titulaires de l'accord cadre.

Les commandes seront attribuées selon la méthode dite « en cascade », qui consiste à faire appel en priorité au titulaire du lot classé en première position lors de l'attribution de l'accord-cadre.

A défaut de réponse dans les délais impartis ou de l'indisponibilité du titulaire numéro 1, le titulaire numéro 2 sera alors sollicité puis le titulaire numéro 3 si la situation est identique.

14.3 Formalisation des commandes

A la survenance du besoin, l'établissement concerné transmettra au titulaire par courriel ou télécopie une demande de devis visant le marché et précisant :

- la description détaillée des prestations et des travaux attendus,
- le lieu d'exécution des travaux,
- la date de démarrage et le délai d'exécution des travaux,
- le délai imparti au Titulaire pour remettre son devis,
- la nécessité d'une visite des lieux,
- le référent de l'établissement désigné pour l'opération.

Le Titulaire de l'accord-cadre établit le devis nécessaire à la réalisation des prestations en utilisant obligatoirement les codes articles et les prix unitaires figurant au BPU et le transmet à l'Etablissement demandeur par messagerie électronique.

Après acceptation du devis l'Etablissement demandeur émet un bon de commande qui comportera au minimum les informations suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- le numéro du marché ;
- la date d'émission
- le numéro du bon de commande ;
- le montant total ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des travaux ;
- la nature et la description des travaux à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commande seront notifiés par chaque établissement membre au fur et à mesure des besoins.

Dans les cas urgents, l'Etablissement concerné prendra contact avec le Titulaire par téléphone et confirmera la demande d'intervention par courriel. Un bon de commande de régularisation sera ensuite établi sur la base des travaux réellement exécutés.

14.4 Délais

Le délai d'exécution des bons de commande est inscrit par l'établissement demandeur sur le bon de commande transmis au titulaire.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre et pourront s'exécuter après cette date, dans le respect de l'article R2162-5 du code de la commande publique.

14.5 Annulation d'un bon de commande

Chacun des établissements membres peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations réalisées.

Article 15. Modalités de passation des marchés subséquents

15.1 Condition d'attribution

La partie de l'accord cadre exécutée par la conclusion de marchés subséquents est conditionné à la réalisation des prestations dont le montant total hors taxes estimé pour chaque lot est supérieur aux seuils définis à l'article 14.1 du présent CCAP ou suivant le libre choix de chaque établissement pour la passation d'un marché subséquent en deçà des seuils mentionnés dans ce même article.

15.2 Types de marchés subséquents

Deux types de marchés subséquents sont susceptibles d'être passés pour satisfaire aux besoins des établissements membre. La distinction entre ces 2 types de marchés subséquents s'opère en considération de l'urgence de la situation à laquelle l'établissement doit répondre et de l'importance et de la complexité des travaux à réaliser.

Type A - Situation d'urgence

Travaux commandés pour répondre à une situation d'urgence découlant notamment :

- d'un sinistre (vol, incendie, inondation, tempête) ;
- d'une panne ou d'un défaut menaçant le fonctionnement des services des établissements ;
- d'une menace à la sécurité des personnes et/ou des biens ;
- de fuites sur les réseaux.

Type B - Situation courante

Travaux commandés pour répondre aux situations courantes de travaux.

15.3 Modalités d'attribution

Les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence des titulaires des lots correspondant à l'objet du marché subséquent. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

Les critères retenus pour l'attribution des marchés subséquents sont pondérés en fonction du type de marché de la manière suivante :

Marchés de type A (situation d'urgence)

Critère prix : 80%

Critère technique : 20% (note technique obtenue lors du choix de l'accord- cadre)

Marchés de type B (situation courante)

Dans le cadre d'une remise en concurrence, l'offre économiquement la plus avantageuse sera jugée en fonction des critères suivants :

<i>Critères</i>	<i>MS</i>
Critère n°1 : Prix des prestations	40 à 60%
Critère n°2 : organisation	10 à 30 %
Critères n°3 : moyen humain	20 à 50%

Le jugement des offres donnera lieu à un classement des offres en application des critères d'attribution. L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle classée en première position.

15.4 Documents de remise en concurrence

Les documents de remise en concurrence propres à chaque marché subséquent ainsi que la fiche de consultation seront transmis par mail ou par voie dématérialisée à chacun des titulaires de l'accord-cadre correspondant au lot concerné. Ils seront adressés au représentant désigné de chaque titulaire en application de l'accord-cadre.

La fiche de consultation mentionnera en particulier :

- les références (intitulé, numéro) du marché subséquent objet de la mise en concurrence ;
- le type de marché subséquent ;
- la date et heure limites de remise des offres ;
- l'objet des travaux à réaliser ;
- le lieu d'exécution des travaux ;
- le délai d'exécution des prestations (calendrier prévisionnel)
- le cas échéant, les conditions d'organisation d'une visite des lieux concernés par les travaux ;
- le cas échéant, les coordonnées pour la conduite d'opération, pour la maîtrise d'œuvre, pour l'OPC ; pour le CSPA, pour le CT et pour le CSSI ;
- les critères d'attribution du marché subséquent en application du présent CCAP ;
- le contenu demandé des offres en application du présent CCAP ;

Le dossier de consultation comportera les documents ci-après :

- la fiche de consultation ;
- un acte d'engagement à remplir ;
- le cas échéant, un descriptif technique des travaux à réaliser ou un cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes (plans, tout document technique complémentaire (notice de sécurité, PGC, Rapport initial du contrôleur technique, etc.))
- le cas échéant, la décomposition du prix global et forfaitaire à remplir ;
- le calendrier prévisionnel des travaux ;

15.5 Visite des lieux

A l'occasion des consultations organisées pour la passation des marchés subséquents, l'établissement concerné pourra prévoir l'organisation d'une visite des lieux concernés par les travaux faisant l'objet d'un marché subséquent.

L'organisation de la visite est mentionnée dans le cadre des documents de remise en concurrence du marché subséquent.

15.6 Renseignements complémentaires

Pour obtenir des renseignements complémentaires, les titulaires peuvent faire parvenir une demande écrite avant la date limite de remise des offres, par mail ou via la plateforme de dématérialisation.

Il appartient aux titulaires de signaler, avant les date et heure limites de remise des offres, les omissions, erreurs, imprécisions ou contradictions qu'ils relèvent dans les documents de remise en concurrence et de demander les précisions nécessaires.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires et aux remarques des titulaires leurs sont adressées dans les conditions fixées à l'article 15.4 du présent CCAP.

15.7 Délais de consultation

Les documents de remise en concurrence feront mention des dates et heures limites de remise des offres dans le respect des délais de consultation minimum suivants :

- Pour les marchés de Type A (situation d'urgence) : **délai minimum de 24 heures** ;
- Pour les marchés de Type B (situation courante) : **délai minimum de 5 jours**.

Les délais pourront être adaptés en fonction de l'objet de la consultation

15.8 Conditions de remise des offres

Les offres remises par les titulaires, rédigées en langue française et rappelant explicitement les références du marché subséquent objet de la mise en concurrence, devront parvenir au plus tard aux date et heure indiquées sur les documents de remise en concurrence.

Les titulaires gardent la possibilité de modifier ou de préciser le contenu de leur offre jusqu'à la date et heure limites de réception des offres. En cas de dépôt multiple seul le dernier dépôt sera pris en considération et devra être donc complet.

Le non-respect de la date et de l'heure limites de remise des offres entraîne le rejet de l'offre du titulaire.

Sauf mention contraire dans les documents de remise en concurrence, les modes de transmission des offres autorisés sont indiqués sur le document de consultation du marché subséquent.

15.9 Contenu des offres

Les offres remises par les titulaires en réponse à la consultation organisée pour l'attribution d'un marché subséquent sont établies conformément aux caractéristiques fixées par les documents de remise en concurrence dudit marché subséquent et par les pièces contractuelles applicables à l'accord-cadre.

Chaque offre sera datée et signée par une personne habilitée pour représenter le titulaire. Elle sera constituée des pièces suivantes :

- L'acte d'engagement du marché subséquent dûment complété, daté et signé,
- La décomposition du prix global et forfaitaire ou le détail estimatif des travaux, dûment complété suivant le cadre joint aux documents de remise en concurrence ;
- Si le titulaire est un groupement d'entreprise, et à défaut de compte commun aux cotraitants, la grille de répartition du prix de l'offre entre les cotraitants ;
- Le cas échéant, notamment pour les marchés subséquents de type B, le titulaire joint à l'offre un mémoire technique exposant les modalités et moyens (techniques et humains) d'intervention proposés dans l'offre et spécifiquement adaptés à l'objet du marché subséquent.

Les titulaires motiveront toute différence par rapport aux éléments figurant dans leur offre qualitative (en termes de moyens mis en œuvre, de qualité des prestations, de délais d'exécution).

Les documents de remise en concurrence précisent et complètent, en tant que de besoin, le contenu attendu de l'offre tel que défini ci-dessus.

15.10 Obligation de réponse

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à formuler une réponse à l'occasion de chaque remise en concurrence ou demande de remise d'offre pour la conclusion d'un marché subséquent.

15.11 Variantes

Sauf mention contraire dans le cadre des documents de remise en concurrence, la présentation d'offres en variante n'est pas admise.

15.12 Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

15.13 Négociations

Les offres remises dans le cadre des marchés subséquents ne seront pas négociées. Une fois les dates et heures limites expirées, l'offre remise par chaque titulaire sera considérée comme ferme et définitive.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de demander aux titulaires ayant remis une offre dans le délai fixé de consultation, de préciser ou de compléter la teneur de leur offre.

15.14 Mise au point

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder, en accord avec le titulaire retenu pour l'exécution d'un marché subséquent, à une mise au point des composantes du marché subséquent

sans que ces modifications ne puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre ultérieure ni le classement des offres ultérieures.

15.15 Information des titulaires non retenus

Le pouvoir adjudicateur informera les titulaires dont l'offre n'a pas été retenue par un courrier de notification de rejet qui sera transmis par mail ou via la plateforme de dématérialisation.

15.16 Notification des marchés subséquents

Les marchés subséquents passés sur la base du présent accord-cadre doivent être notifiés à leur attributaire avant tout commencement d'exécution.

La notification consiste en un envoi d'une copie de l'acte d'engagement du marché subséquent signé par le pouvoir adjudicateur qui sera transmis par mail ou via la plateforme de dématérialisation.

En toute hypothèse, les marchés subséquents doivent être notifiés dans le délai de validité de l'accord cadre.

15.17 Déclaration sans suite des marchés subséquents

À tout moment jusqu'à la signature par le pouvoir adjudicateur d'un marché subséquent mis en consultation, l'établissement ayant lancé la procédure se réserve le droit de déclarer sans suite pour des motifs d'intérêt général la consultation engagée pour la passation dudit marché subséquent.

Les titulaires ayant remis une offre dans le cadre de la consultation organisée pour la passation dudit marché subséquent en sont informés par courrier transmis par mail ou via la plateforme de dématérialisation.

15.18 Délais d'exécution des marchés subséquents

Les délais d'exécution des marchés subséquents sont fixés par l'établissement concerné dans les documents contractuels propres à chaque marché subséquent.

Lorsqu'un calendrier d'exécution de travaux a été préalablement établi et imposé par le maître d'ouvrage ou maître d'œuvre, le titulaire planifie et organise son travail en tenant compte de ce calendrier et des délais qui en découlent.

Les travaux répondant à une situation d'urgence (marchés de type A) ont vocation à être exécutés dans des délais très brefs. A ce titre, les titulaires pourront être tenus d'intervenir pendant des périodes de vacances, week-end, nuits et jours fériés.

La prolongation éventuelle des délais d'exécution des marchés subséquents s'effectue pour les motifs et dans les conditions fixées à l'article 19.2 du CCAG Travaux.

En tant que de besoin, l'exécution d'un marché subséquent peut se poursuivre au-delà de la durée de validité de l'accord cadre dans la limite du respect de l'obligation de remise en concurrence périodique.

15.19 Pièces constitutives de marchés subséquents

- 1 - Acte d'engagement du marché subséquent et son annexe financière
- 2 – Descriptif technique propre au marché subséquent
- 3- Offre technique du candidat
- 4 - Acte d'engagement et l'annexe financière propre à l'accord-cadre
- 5 - Mémoire technique propre à l'accord cadre
- 6 - CCAP et CCTP de l'Accord-cadre

15.20 Prix des marchés subséquents

Date d'établissement des prix

Les prix sont établis sur la base de conditions économiques du mois M0 de la date de notification du marché subséquent.

Type de prix

Les prix sont forfaitaires définitifs.

Forme des prix

Les marchés subséquents **dont la durée est supérieure à 12 mois** seront révisés mensuellement à partir du 13ème mois.

Les prix sont révisables par application d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 0,15 + 0,85 (Im (n-6) / Io)$$

Dans laquelle :

- **Cn** : coefficient de révision
- **Im** : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage
- **Io** : valeur de l'index de référence au mois zéro

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix interviendra sur le premier acompte suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE., sont les suivants :

- Lot 02 = TP01
- Lot 03 = BT03
- Lot 06 = BT42
- Lot 07 = BT18A
- Lot 08 = BT27
- Lot 09 = BT18A
- Lot 10 = BT46
- Lot 13 = BT38
- Lot 15 = BT41
- Lot 16 = BT47

Article 16. Prestations non-référencées au bordereau des prix unitaires

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité pour chaque lot de commander des prestations non identifiées dans le bordereau de prix unitaire (BPU) et de même nature que le domaine d'activité de l'intitulé du lot.

- -Pour la partie exécutée par bon de commande les prestations non prévues au bordereau feront l'objet d'un devis détaillé basé sur la somme de :
 - un prix de fourniture, justifié, par une facture du fournisseur auquel est appliqué un coefficient de majoration indiqué sur le bordereau des prix unitaires (BPU)
 - un prix de mise en œuvre basé sur l'utilisation de prix horaire de main d'œuvre, pour la durée réelle de la mise en œuvre.

Le coefficient de majoration est applicable à la fois pour les matériaux, matières premières et objets fabriqués pour des travaux non prévus au bordereau et sans référence à un tarif public fabricant ou catalogue fabricant, ainsi que pour les travaux non prévus au BPU et sous traités à un tiers.

- Pour la partie exécutée par marché subséquent les prestations non prévues au bordereau feront l'objet d'un descriptif détaillé qui sera référencé aux documents de consultation.

Article 17. Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Article 18. Implantation des ouvrages

Les modalités d'implantation des ouvrages seront stipulées dans les documents de consultations.

Article 19. Préparation et coordination des travaux

19.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la durée de la période de préparation est fixée sur le bon de commande et/ou le marché subséquent émis par le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné, tout comme le délai d'exécution contractuel des travaux.

19.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

- Pour les marchés subséquents ou les de bons de commande dont les travaux sont soumis à un plan de prévention :

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de

prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections. Par contre, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

- Pour les marchés subséquents ou les de bons de commande dont les travaux sont soumis à un plan général de coordination de sécurité et protection de la santé :

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ou le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité simplifié ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier : dans les 5 jours qui suivent la notification du bon de commande ou le début de la période de préparation si les travaux du bon de commande en prévoit une ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

19.3 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Article 20. Installation et organisation du chantier

20.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

20.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Article 21. Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

21.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

21.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Article 22. Développement durable

L'intégration d'une démarche de Qualité Environnementale dans la réhabilitation, la construction et l'exploitation des ouvrages doit permettre d'avoir une approche durable sur le plan des préoccupations sociales, environnementales et économiques afin d'optimiser ces ouvrages sur leurs durées de vie.

Pour cela l'ensemble des projets immobiliers de l'établissement doivent s'inscrire dans une démarche globale de réduction des impacts environnementaux, d'amélioration des conditions de confort, de préservation de la santé de ses occupants et de prise en compte des écosystèmes environnants.

Cette démarche qui pourra se concrétiser par l'obtention d'une certification ou d'un label environnemental, devra traiter à minima des thématiques suivantes :

- Garantir aux personnels et aux patients des conditions de confort thermique, acoustique, olfactif et visuel optimisés,
- De réfléchir chaque investissement en coût global, afin d'assurer la pérennité des ouvrages tout en diminuant les charges d'exploitation,
- D'anticiper la mise en l'application des réglementations environnementales à venir, afin que le projet soit performant et exemplaire même après sa livraison,

- De s'intégrer dans le Plan Urbanisme et Paysage de l'établissement,
- De mettre en place une démarche de « chantier propre », afin de maîtriser et de réduire l'impact environnemental et sanitaire de cette phase.

Article 23. Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédant passé après mise en concurrence. La durée d'un tel marché ne pourra dépasser 3 ans à compter de la notification du marché initial.

Article 24. Lutte contre le travail dissimulé

Les candidats doivent respecter les dispositions prévues au code du travail concernant la lutte contre le travail dissimulé et s'acquitter des formalités pendant toutes l'exécution du marché.

Chapitre IV – Constatation de l'exécution

Article 25. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.T.G.) ou du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) seront assurés si nécessaire par un bureau de contrôle technique agréé, choisi par le maître de l'ouvrage.

Les dispositions de l'article 24.4 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. Travaux), relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais et contrôles.

Article 26. Réception des travaux

26.1 Dispositions applicables à la réception

Les travaux seront réceptionnés suivant deux types de réception définis selon la forme du marché :

Type 1 – Réception de bon de commande

Par dérogation à l'article 41 du CCAG travaux, la réception sans réserve des travaux réalisés suivant l'émission d'un bon de commande sera prononcée à la date d'achèvement des travaux par le représentant qualifié de l'établissement en consignait l'attestation du service fait sur la facture remise par le titulaire du bon de commande.

La date d'effet de la réception, constituant le point de départ des garanties légales et contractuelles est alors cette date d'achèvement des travaux mentionnée sur la facture.

Dans le cas où la réception est assortie de réserves, les opérations de réception seront alors formalisées suivant les modalités décrites dans les conditions édictées par l'article 41 du CCAG/Travaux.

Type 2 – Réception de marché subséquent

Les travaux exécutés dans le cadre des marchés subséquents seront réceptionnés suivant les modalités décrites dans les conditions édictées par l'article 41 du CCAG/Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux du marché subséquent sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

26.2 Réception partielle

S'il y a lieu, les travaux exécutés peuvent aussi comprendre une ou plusieurs réceptions partielles, une ou plusieurs mises à dispositions de certains ouvrages ou parties d'ouvrages décrites dans le marché subséquent conformément à l'article 42 du CCAG travaux.

Chaque mise à disposition sera précédée et suivie d'un état des lieux conformément à l'article 43 du C.C.A.G./Travaux.

Article 27. Documents à fournir après exécution

Sauf stipulations précisées dans le marché subséquent, il est fait application des clauses de documents fournis après exécution prévues à l'article 40 du CCAG/Travaux.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues à l'article 30.6 du présent CCAP.

Article 28. Responsabilité

Les titulaires demeurent responsables des dommages commis par leur personnel lors de leurs interventions dans les locaux des établissements parties.

Article 29. Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Chapitre V – Différends et litiges

Article 30. Pénalités et sanctions

30.1 Définition du délai contractuel

Le délai d'exécution des bons de commande est inscrit sur le bon de commande transmis au titulaire.

Le délai d'exécution des marchés subséquents est fixé dans les documents contractuels propres à chaque marché subséquent.

30.2 Exigibilité des pénalités de retard

Les pénalités dues par les titulaires, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration du délai contractuel défini ci-dans les articles ci-dessous, les prestations des titulaires ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Les réceptions partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par les établissements parties ou en cas de manquement des établissements parties à leurs propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

30.3 Calcul des pénalités de retard d'exécution

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1/300 du montant HT du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

30.5 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 500,00 HT €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

30.6 Autres pénalités

Les pénalités suivantes pourront être appliquées au titulaire du marché et retenue par précompte après constatation des établissements parties signifiée au titulaire :

Non réponse ou réponse non conforme aux prix plafonds dans le cadre d'un marché subséquent	1000 € H.T à partir de la 3 ^{ème} fois
Retard d'exécution au-delà de la date de levée de réserves	100 € H.T/jour
Non remise de l'attestation d'assurance	200 € HT/ jour calendaire de retard
Absence ou retard aux réunions de chantier	200 € HT par cas constaté
Retard à la remise de devis (selon délai précisé par l'établissement)	200 € HT par jour calendaire de retard

Retard dans la remise des documents d'exécution	1/300 ième du montant de la commande ou du marché par jour de retard, avec un minimum de 200 € HT/jour calendaire.
Non remise des documents le jour des opérations préalables à la réception des travaux	1/300 ième du montant de la commande ou du marché par jour de retard, avec un minimum de 200 € HT /jour calendaire.
Retard dans la remise des éléments constitutifs du dossier des ouvrages exécutés	1/300 ième du montant de la commande ou du marché par jour de retard, avec un minimum de 200 € HT /jour calendaire.
Non levées des réserves au-delà de la date limite des levées de réserves fixée dans la décision de réception	1/300 ième du montant de la commande ou du marché par jour de retard, avec un minimum de 200 € HT/jour calendaire
Retard dans la remise du projet de décompte final	1/300 ième du montant de la commande ou du marché par jour de retard, avec un minimum de 200 € HT /jour calendaire
Dans le cas d'un marché subséquent lié à des prestations d'astreintes : non-respect du délai d'intervention d'astreinte	200 € HTpar 1/2 heure dépassée au-delà du délai contractuel défini dans les documents du marché subséquent
Stationnements gênants des véhicules entreprises ou des employés	150 € H.T par cas constaté
Tenue d'un aspect physique négligé (sale, déchirée, abîmée) par cas constaté	150 € H.T
Non-respect des engagements du titulaire à son mémoire technique	500 € H.T par cas constaté
Mauvais comportement des agents sur le site (qui nuit au bon fonctionnement ou au calme des services), et non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier par cas constaté	500 € H.T
Introduction d'un tiers non autorisé	2000 € H.T accompagné du retrait de la personne concernée et effectué son remplacement
Etat d'ivresse	4000 € H.T accompagné du retrait de la personne concernée et effectué son remplacement
Faute lourde, vol, entrée de personnel non habilité, par cas constaté	8000 € H.T

Toutes les pénalités prévues au marché pourront être appliqués au titulaire sans mise en demeure préalable.

Le titulaire sera informé de la décision de l'établissement adhérent d'appliquer des pénalités par courrier motivé adressé en LRAR.

Les pénalités seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire à l'établissement adhérent postérieurement au constat du manquement.

Si le montant des pénalités dépasse le montant de la facture présentée par le titulaire un titre spécifique sera émis pour le paiement des pénalités.

Leur paiement n'exonère pas le titulaire de son éventuelle responsabilité administrative, civile ou pénale vis-à-vis des établissements parties.

Les établissements parties peuvent en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances du titulaire, notamment en cas de non-réalisation d'une prestation prévue par le CCTP ou dans le mémoire technique du titulaire.

30.7 Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

30.8 Eviction temporaire d'un Titulaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer, sans indemnité, tout titulaire de l'accord-cadre qui aurait manqué à ses obligations contractuelles au titre du présent accord-cadre, et notamment :

- d'offres ultérieures remises par le titulaire dans le cadre des consultations organisées pour la passation des marchés subséquents, en violation des stipulations du présent CCAP.

Est irrecevable la motivation tirée de l'engagement par le titulaire de ses moyens humains et matériels sur d'autres chantiers. Il appartient aux titulaires de prendre toutes mesures, recrutements, intérim, locations de matériels, sous-traitance pour faire face à leurs engagements.

- En cas de remises répétées, non valablement motivées, d'offres qualitativement inférieures à son offre qualificative, en violation des stipulations du présent CCAP Cadre.
- En cas de remises répétées d'offres ultérieures inacceptables, irrégulières, inappropriées ou anormalement basses ;
- Au-delà de deux manquements signalés par écrit via la plateforme de dématérialisation au titulaire du non-respect de ses engagements contractuels dans le cadre de bon de commande ou d'exécution défaillante d'un ou plusieurs marchés subséquents.
- En cas de constat(s) d'anomalies de prix dans les offres remises par les titulaires laissant présager l'existence d'une entente anticoncurrentielle entre les titulaires portant atteinte aux conditions normales de remise en concurrence des marchés subséquents.

La décision d'éviction temporaire sera notifiée par courrier recommandé avec avis de réception via la plateforme de dématérialisation au titulaire, après notification d'un premier avertissement sous forme d'une mise en demeure de respecter à l'avenir ses obligations contractuelles.

Le délai d'éviction ne pourra être supérieur à six mois à compter de la date de notification du courrier informant le titulaire de la décision d'exclusion temporaire prise à son encontre.

Article 31. Résiliation

31.1 Motifs de résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 45 à 49 du CCAG-Travaux.

31.2 Résiliation prononcée aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

31.3 Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus à l'article 46-4 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin aux marchés pour perte d'objet du marché ou lorsque les titulaires ne seront plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.

Par ailleurs, l'entreprise en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation doit apporter au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

31.4 Résiliation pour motifs d'intérêt général

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, le pouvoir adjudicateur peut résilier, sans indemnité, l'accord-cadre ou le marché subséquent pour tout motif d'intérêt général.

31.5 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

31.6 Indemnité de résiliation

Le décompte de résiliation est arrêté par le Maître d'Ouvrage et notifié au(x) titulaire(s) dans les conditions fixées à l'article 51.2 du CCAG Travaux.

La résiliation réalisée en fonction de l'application d'une décision juridictionnelle n'ouvre pas droit à indemnité.

Article 32. Exécution aux frais et risques du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés subséquents ou sur le bon de commande, les établissements parties se réservent le droit de faire exécuter tout ou partie de la prestation par un tiers, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit les établissements parties de la date de reprise de l'exécution : à défaut, les établissements parties ne pourront être tenus pour responsable d'un prolongement de l'exécution du marché auprès d'un tiers, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

Article 33. Evolution législative ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

Article 34. Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de LYON est compétent en cas de litige.

Article 35. Introduction des recours contentieux

- Un référé précontractuel peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché (article L 551-1 du code de justice administrative).
- Un référé contractuel peut être formé à partir de la signature du marché, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- Un référé suspension, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- Un recours pour excès de pouvoir peut être formé dans les 2 mois à partir de la notification ou de la publication de toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché (acte détachable du marché). Si ce recours est introduit conjointement à un référé-suspension, il doit être introduit avant la signature du marché.
- Un recours de plein contentieux peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché.
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite ou d'une déclaration d'infructuosité.
- **Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat** peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché

Chapitre VI – Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-travaux auxquels il est dérogé	Objet
19.1	28.1	Période de préparation
26.1	41	Réception des travaux
30.3	19.2	Pénalités de retard
31.3	50.4	Indemnité de résiliation pour motifs d'intérêt général